ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 11 avril 1974, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "portant règlement pour les militaires en congé illimité", a donné le 8 mai 1974 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 11e april 1974 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende reglement voor de militairen met onbepaald verlof", heeft de 8e mei 1974 het volgend advies gegeven :

En annexe du projet d'arrêté ministériel soumis au Conseil d'Etat, a été joint un document intitulé "Traduction conforme". En vertu de sa loi organique, le Conseil d'Etat n'a pas à examiner ce document. Dans l'état actuel de la législation belge, il n'existe aucun organe habilité à établir une traduction conforme de projets ou avant-projets de lois et arrêtés. Toutefois, on observera qu'en vertu de l'article 32 de la loi du 10 juillet 1973 relative au Conseil de la communauté culturelle allemande, la traduction officielle allemande des lois et règlements déjà en vigueur a été confiée à l'Ausschuss für die offizielle deutsche Übersetzung der Gesetze und Erlasse.

*

PREAMBULE.

L'article 76 des lois coordonnées sur la milice étant le seul fondement légal du projet, il suffit de rédiger l'alinéa 1er du préambule en ces termes :

"Vu les lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962 , notamment l'article 76;".

En conséquence, l'alinéa 2 peut être omis.

.../...

PRESENTATION DU PROJET.

Il n'est pas d'usage de laisser un article en dehors de la division du dispositif en chapitres.

En conséquence, l'article ler devrait être précédé de l'intitulé suivant :

"Chapitre premier - Champ d'application"

et le numérotage des chapitres suivants devrait être modifié en conséquence.

Article ler.

Il est proposé de rédiger comme suit le § 3 de cet article :

"§ 3. L'expression "militaire en congé illimité" reprise dans le présent arrêté ministériel s'applique, sauf dispositions contraires, à toutes les catégories de personnel reprise aux §§ ler et 2".

.../...

Article 3.

Aux termes de l'article 3 de l'arrêté royal du ler avril 1960 réglant la tenue des registres de population, tous les Belges doivent être inscrits au registre de la population de la commune où ils ont leur résidence habituelle.

En conséquence, il est proposé de rédiger l'alinéa ler du § ler de l'article 3 en ces termes :

"Au moment du renvoi dans ses foyers, le militaire est tenu de faire connaître à l'autorité militaire, la commune dans laquelle il aura sa résidence habituelle et dans laquelle il est inscrit au registre de la population en exécution de l'article 3 de l'arrêté royal du ler avril 1960 réglant la tenue des registres de population. A cet effet, il produira sa carte d'identité".

A l'alinéa 2 il est proposé d'ajouter le mot "habituellement" après le mot "résidera".

§ 3.

Bien que cette disposition figure déjà à l'arrêté du 20 février 1961, elle ne fait que répéter une obligation que l'arrêté royal du ler avril 1960 impose déjà à tout citoyen qui veut transférer sa résidence dans une autre commune.

.../...

En conséquence, il est proposé d'omettre ce paragraphe.

§ 4.

L'alinéa 3 de ce paragraphe pourrait être supprimé si l'on rédige l'alinéa 1er comme suit :

"Toutes les notifications, notamment les ordres de rejoindre et de rappel et les avis d'affectation, sont faites par écrit. Les documents doivent être remis à la personne du militaire en congé illimité".

En ce qui concerne l'alinéa 2 de ce même paragraphe, il y a lieu de lire : " ... au bourgmestre de la commune de résidence habituelle et, en cas ...".

Article 6.

A l'alinéa 2 il y a lieu de lire : "... au bourgmestre de sa commune de résidence habituelle, ...".

La même observation vaut pour l'article 8, § 1er.

.../...

Article 8.

Le début du § 2 doit se lire :

"Le militaire dont il est question ...".

Article 9.

A l'alinéa 2 il faut lire : "... lui est renvoyé par lettre recommandée à la poste".

L'alinéa 3 de l'article 9 n'a pas de portée réglementaire et trouverait mieux sa place dans une instruction.

Article 11.

A l'alinéa 1er, il y a lieu de lire : "... dans laquelle il fixe sa résidence habituelle ...".

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire : " ... le chef de corps dont il relève administrativement".

La même observation vaut pour les articles 13, alinéa 1er, 14, alinéa 1er, et 18, alinéa 1er.

.../...

Article 12.

Le début de la disposition formant le § 1er devrait se lire :

"Pour l'application du présent arrêté, on entend par marine marchande les bâtiments ...".

Article 14.

Il suffit de rédiger l'alinéa 2 de cet article en ces termes :

"S'il change de navire, il en avise la Force navale en indiquant le nom du nouveau bâtiment".

Les autres précisions contenues dans cet alinéa ne trouvent pas place dans un arrêté et devraient faire l'objet d'une instruction.

Article 18.

Les mots "Un" et "Avant" doivent être écrits en lettres minuscules.

.../...

Article 22.

A l'alinéa 1er du § 1er, il y a lieu de lire : "... des communes où ils ont leur résidence habituelle et sont inscrits au registre de la population ...".

Au § 2, la référence "Chapitre I" doit être remplacé par une référence au "chapitre II" et la finale de l'article doit être rédigée comme suit : "avisé de la manière prévue à l'article 3, § 4".

Article 23.

A l'alinéa 1er, in fine, il y a lieu de lire : "... sa commune de résidence habituelle".

Article 25.

Le 1° devrait se lire : "1° par la voie des émetteurs nationaux ...".

.../...

Article 27.

Le début de cet article, qui n'est qu'une motivation pourrait être omis. En tout état de cause, il y a lieu de lire : "... les intéressés sont, dès le temps de paix, mis en possession ...".

Au second alinéa, il y a lieu de remplacer le mot "matérialisée" par "indiquée".

Article 34.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 2 en ces termes :

"Ils ont recours aux moyens de transport les plus rapides pour accélérer l'arrivée des militaires à destination".

Article 35.

Le § 1er, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"§ 1er. A partir du moment où la mobilisation, même partielle, de l'armée est décrétée, les militaires de tout grade voyageant en uniforme sont admis sans formalités au transport gratuit sur toutes les voies de communications exploitées ou concédées par l'Etat. (la suite comme au projet).

Les voyageurs civils ne peuvent avoir accès dans les trains que lorsque tous les militaires y ont trouvé place".

Article 37.

Le Ministre de la Défense nationale ne trouve pas dans l'article 76 des lois coordonnées sur la milice le pouvoir d'imposer des obligations aux agents diplomatiques et consulaires par la voie d'instrcutions.

Article 38.

Il y a lieu d'omettre la virgule figurant après "1961" tandis qu'une virgule doit être ajoutée avant le mot "modifié".

.../...

Article 39.

Aucune nécessité ne paraît justifier la dérogation à la règle générale de l'entrée en vigueur d'un arrêté, dix jours après sa publication au Moniteur belge.

Bij het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp van ministerieel besluit is een bijlage gevoegd met bovenaan de vermelding : "Eensluidende vertaling". Krachtens zijn organieke wet hoeft de Raad van State dat stuk niet te onderzoeken. In de huidige stand van de Belgische Wetgeving bestaat er geen orgaan dat gemachtigd is tot het opmaken van een eensluidende vertaling van ontwerpen of voorontwerpen van wetten en besluiten. Toch moge worden opgemerkt dat krachtens artikel 32 van de wet van 10 juli 1973 betreffende de Raad van de Duitse cultuurgemeenschap de officiële Duitse vertaling van de reeds geldende wetten en reglementen is opgedragen aan de "Ausschuss für die offizielle deutsche Übersetzung der Gesetze und Erlasse".

*

AANHEF

Artikel 76 van de gecoördineerde dienstplichtwetten is de enige rechtsgrond voor het ontwerp. Het is dan ook voldoende het eerste lid van de aanhef als volgt te redigeren :

"Gelet op de dienstplichtwetten gecoördineerd op 30 april 1962, inzonderheid op artikel 76;".

Het tweede lid kan bijgevolg vervallen.

.../...

INKLEDING VAN HET ONTWERP.

Het is niet gebruikelijk een artikel buiten de indeling van het eigenlijke ontwerp in hoofdstukken te laten.

Aan artikel 1 zou derhalve het volgende opschrift moeten voorafgaan :

"Eerste hoofdstuk - Werkingssfeer".

De overige hoofdstukken behoren dienovereenkomstig te worden vernummerd.

Artikel 1.

Voorgesteld wordt § 3 van dit artikel als volgt te redigeren :

"§ 3. De in dit ministerieel besluit gebruikte term "militair met onbepaald verlof" slaat, behoudens hiermee strijdige bepalingen, op alle in de §§ 1 en 2 vermelde personeelscategorieën".

Artikel 3.

Luidens artikel 3 van het koninklijk besluit van 1 april 1960 betreffende het houden van de bevolkingsregisters moeten alle Belgen worden ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente waar zij hun gewoon verblijf hebben.

.../...

Derhalve wordt voorgesteld, het eerste lid van § 1 van artikel 3 als volgt te redigeren :

"Wanneer een militair huiswaarts wordt gezonden, moet hij aan de militaire overheid de gemeente laten kennen waar hij zijn gewone verblijfplaats zal hebben en waar hij in het bevolkingsregister is ingeschreven ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 1 april 1960 betreffende het houden van de bevolkingsregisters. Daartoe dient hij zijn identiteitskaart over te leggen".

In het tweede lid voege men het woord "gewoonlijk" in vóór de woorden "zal verblijven".

§ 3.

Ofschoon deze bepaling reeds voorkomt in het besluit van 20 februari 1961, is zij slechts de herhaling van een verplichting welke het koninklijk besluit van 1 april 1960 reeds oplegt aan iedere burger die zijn verblijf naar een andere gemeente wil overbrengen.

Bijgevolg wordt voorgesteld deze paragraaf te schrappen.

§ 4.

Het derde lid van deze paragraaf kan vervallen als het eerste lid als volgt wordt geredigeerd :

.../...

"Alle kennisgevingen, zoals oproepings- en wederoproepingsorders en aanwijzingsberichten, worden schriftelijk gedaan. De documenten moeten aan de militairen met onbepaald verlof persoonlijk worden overhandigd".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf moet worden gelezen : "dan is de kennisgeving geldig ... aan de burgemeester van de gemeente van de gewone verblijfplaats en, in geval van schrapping van ambtswege, aan de burgemeester ...".

Artikel 6.

In het tweede lid moet worden gelezen : "... aan de burgemeester van de gemeente van zijn gewone verblijfplaats, ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8, § 1.

Artikel 8.

De Franse tekst van § 2 moet als volgt beginnen :

"Le militaire dont il est question ...".

Artikel 9.

In het tweede lid moet worden gelezen : "... wordt het hem bij een ter post aangetekende brief teruggezonden".

.../...

Het derde lid van artikel 9 heeft geen verordenende strekking en zou beter op zijn plaats zijn in een onderrichting.

Artikel 11.

In het eerste lid moet worden gelezen : "van de gemeente waar hij zijn gewone verblijfplaats zal vestigen ...".

In het tweede lid moet worden gelezen : "... de korpscommandant onder wie hij administratief ressorteert".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 13, eerste lid, 14, eerste lid, en 18, eerste lid.

Artikel 12.

De bepaling van § 1 zou als volgt moeten beginnen :

"Voor de toepassing van dit besluit worden onder koopvaardijvloot verstaan de schepen ...".

Artikel 14.

Voor het tweede lid van dit artikel kan met de volgende redactie worden volstaan :

"Verandert hij van schip, dan brengt hij dit ter kennis van de Zeemacht met vermelding van de naam van het nieuwe schip".

.../...

De overige nadere bepalingen van dit lid zijn niet op hun plaats in een besluit en moeten bij wege van onderrichting worden geregeld.

Artikel 18.

De woorden "een" en "voor" moeten met kleine letter worden geschreven.

Artikel 22.

In het eerste lid van § 1 moet worden gelezen : "... van de burgemeester van de gemeenten waar zij hun gewone verblijfplaats hebben en in het bevolkingsregister ingeschreven zijn ...".

In § 2 moet de verwijzing "Hoofdstuk I" worden vervangen door een verwijzing naar "hoofdstuk II" en het slot van het artikel moet als volgt worden geredigeerd : "verwittigd als bepaald in artikel 3, § 4".

Artikel 23.

Aan het slot van het eerste lid moet worden gelezen : "van het ambtsgebied waartoe de gemeente van zijn gewone verblijfplaats behoort".

.../...

Artikel 25.

De tekst onder 1° dient als volgt te worden gelezen :

"1° over de nationale en de gewestelijke zenders ...".

Artikel 27.

Het begin van dit artikel is slechts een motivering en kan vervallen. Hoe dan ook leze men : "worden de betrokkenen reeds in vredestijd in het bezit gesteld van ...".

In het tweede lid van de Franse tekst vervange men het woord "materialisée" door "indiquée".

Artikel 34.

Voorgesteld wordt, het tweede lid van de Franse tekst als volgt te redigeren :

"Ils ont recours aux moyens de transport les plus rapides pour accélérer l'arrivée des militaires à destination".

.../...

Artikel 35.

Paragraaf 1, eerste lid, kan beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. Zodra de - ook gedeeltelijke - mobilisatie van het leger is afgekondigd, krijgen de militairen in uniform, ongeacht hun graad, zonder enige formaliteit kosteloos vervoer op alle door de Staat geëxploiteerde of in concessie gegeven vervoermiddelen (voorts zoals in het ontwerp).

Niet-militairen hebben slechts toegang nadat alle militairen hebben plaatsgenomen".

Artikel 37.

Artikel 76 van de gecoördineerde dienstplichtwetten geeft de Minister van Landsverdediging geen bevoegdheid om aan diplomatieke en consulaire ambtenaren verplichtingen op te leggen bij wege van richtlijnen.

Artikel 38.

In de Franse tekst moet de komma na "1961" vervallen maar moet er een komen vóór het woord "modifié".

.../...

Artikel 39.

Er lijkt geen enkele reden te zijn om af te wijken van de algemene regel dat een besluit in werking treedt tien dagen nadat het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. H. VLIEBERGH, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. VLIEBERGH, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. G. VAN BUNNEN.